

HÔPITAL OKBI DE GUELMA

Évacuations vers les CHU : un calvaire qui dure

L'accueil peu aimable parfois même désagréable, la mauvaise orientation, et la longue attente sont le lot quotidien de ceux qui s'adressent au service des urgences de l'hôpital Okbi de Guelma.

Le plus souvent, ils arrivent au service accompagnés de parents affolés avec l'idée d'être les premiers à être pris en charge. Ce qui n'est, hélas, pas toujours le cas. Ceci à cause de l'influence quotidienne et du désordre qui règne à l'entrée de cette structure et plus particulièrement devant les box de

consultations.

«Très souvent, l'on est contraint d'attendre une journée entière pour être fixé sur le sort de nos malades», nous déclarent certains accompagnateurs. Cette incertitude est due vraisemblablement à un défaut flagrant de communication entre les différentes équipes de garde



Photo : DR

(médicale, paramédicale et administrative).

Certains infirmiers déplorent le non-respect des listes de garde et les permutations anarchiques des équipes médicales de permanence, notamment concernant les praticiens spécialistes. Ils reconnaissent également qu'ils sont nombreux les malades qui se trouvent confrontés à des situations stressantes et douloureuses, et plus particulièrement les week-ends et les jours fériés, faute de médecins spécialistes. Même les jours de semaine, les postes de consultation avancés de ce service névralgique sont gérés par une équipe de médecins généralistes et

des infirmiers aguerris qui font ce qu'ils peuvent avec les moyens du bord. Autant de tracasseries qui sont de nature à se répercuter sur la prise en charge effective des malades, surtout quand il s'agit de pronostic vital.

Même les évacuations des patients vers les structures des wilayas limitrophes n'est pas vraiment chose aisée, le bras de fer qui oppose le CHU de Annaba et l'hôpital Okbi de Guelma prend une mauvaise tournure au grand dam des patients et de leurs familles. Un grand nombre font l'objet d'un «retour à l'envoyeur», une pratique qui devient de plus en plus courante ces dernières

années, mais très mal supportée par les malades et les paramédicaux accompagnateurs. Ces derniers font savoir que les équipes médicales du CHU de Annaba s'indignent devant les orientations abusives et inutiles qui causent de profonds désagréments aux malades.

Le service des urgences de cet établissement n'arrive plus à supporter l'afflux des malades venus des wilayas limitrophes, qui atteint des proportions inquiétantes, nous dit-on. De même, selon leurs explications, l'EPH Okbi dispose de tous les moyens pour assurer régulièrement des gardes spécialisées.

«Jamais l'hôpital de Guelma n'a eu un nombre aussi important de spécialistes, mais la prise en charge reste très en deçà des attentes», nous affirme un des employés de l'EPH. Certains parents acceptent très mal le fait que leurs malades se voient refuser l'admission aux soins à Annaba.

Des actes de violence ont été signalés jeudi au service des urgences de Guelma.

L'entourage d'un malade polytraumatisé, présen-

tant une double fracture du membre inférieur, et qui n'a pas été admis au CHU de Annaba, ont exprimé leur mécontentement par des scènes de violence, ayant provoqué des dégâts matériels. Faut-il rappeler que l'hôpital Okbi de la ville de Guelma a fait l'objet d'une visite d'inspection du ministre de la Santé le 2 octobre 2010, suite aux images diffusées par la télévision algérienne (JT de 20 heures) et qui ont dévoilé plusieurs insuffisances au niveau du pavillon des urgences.

Au cours de cette tournée, le premier responsable du secteur a donné quelques directives en vue d'améliorer la situation, entre autres le problème du nouveau bloc opératoire réceptionné en 2008, mais qui reste non fonctionnel à ce jour.

Finalement, la situation n'a pas beaucoup évolué, elle demeure pénalisante pour les citoyens, notamment ceux dont les moyens sont limités. Les responsables du secteur ont encore du pain sur la planche.

Noureddine Guergour

RÉGULARISATION DES 200 CHALETS À EL-TARF

Le désarroi des résidents de la cité Guergour

Les habitants de la cité Guergour, située à l'entrée ouest de la ville d'El-Tarf, comportant 200 chalets construits en 1985 ne savent plus à quel saint se vouer pour mettre fin à leur calvaire.

Ces chalets sont actuellement dans un état de dégradation avancée, donnant plus l'image de baraques de fortune qu'à des habitations dignes de ce nom.

De plus, ils contiennent de l'amiante une matière cancérigène.

Les habitants à travers leur innombrables pétitions, et autres doléances, ont maintes fois sollicité les autorités locales pour trouver une solution à leur problème. Ils proposent soit les faire faire bénéficier de logements dans le cadre du programme national de la résorption de l'habitat précaire ou de l'habitat rural, soit d'acquérir les assiettes foncières sur lesquelles

sont érigés les chalets. Il est à signaler que vu l'état délabré des chalets construits en bois et en zinc, dont la période d'utilisation est dépassée depuis belle lurette, la cité en question a connu d'innombrables accidents graves où des familles entières se

sont trouvées du jour au lendemain sans toit à cause particulièrement d'incendies. Par ailleurs, selon les habitants, les autorités locales n'ont pas jusqu'à ce jour pu déterminer la nature juridique du lotissement de la cité.

Aussi, le dossier des

200 chalets a été plusieurs fois abordé par les élus de l'APW sans qu'il y ait solution. Reste que l'espoir des habitants réside en l'actuel wali qui vient de faire aboutir un grand nombre de dossiers qui étaient, jadis, en suspens.

Daoud Allam

DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE

Les habitants de l'agglomération Lecotec dénoncent les pratiques de la Seata à Dréan

Les habitants de la cité populeuse appelée communément Lecotec, à l'ouest de la ville de Dréan, ne savent plus où donner de la tête face aux pratiques à la limite du mépris des services en charge de la distribution de la Seata (Société des eaux et de l'assainissement d'El-Tarf et Annaba).

Chaque jour, la distribution de l'eau se fait à 3h du matin et ce, durant une demi-heure, ce qui est insuffisant, pénalisant de ce fait les étages supérieurs qui ne sont pas alimentés. Pis, les habitants s'acquittent, chaque bimestre, du paiement des factures forfaitaires. De fait, il se trouve que des pères de famille payent de l'air délivré par les robinets. Face à cette état de fait déplorable et irrationnel, les habitants de la cité qui compte 1 300 logements ont décidé unanimement d'opposer une fin de non-recevoir aux factures de la Seata.

Ils interpellent le ministre des Ressources en eau sur cette situation et par la même pousser la société à gérer le réseau de distribution au bénéfice de toute la collectivité.

D. A.

KHEMIS MILIANA

Deux frères tuent leur cousin à l'arme blanche

Selon différents témoins oculaires, le défunt B. K. Mohammed, âgé de 40 ans, a été pris à partie par deux individus à l'intérieur d'un café, à Khemis Miliana. On indique que l'un des deux assaillants lui a asséné un coup de marteau. Bien que blessé, affirment les mêmes sources, il a pu s'enfuir.

Pour tenter d'échapper à ses agresseurs, il s'engouffre dans une pharmacie contiguë au café. Ses deux poursuivants le rattrapent à l'intérieur de la pharmacie et lui portent plusieurs coups de couteau. En tentant de parer aux coups de lame, il est blessé à l'avant-bras mais il n'a pu éviter le coup de couteau à l'abdomen.

Alors qu'il perdait son sang, mu par l'instinct de survie, il ressort de la pharmacie et pénètre dans un fast-food mitoyen. Tout s'est passé en quelques minutes et personne n'a pu s'interposer pour sauver la victime. Cependant, selon un témoin, en tentant de raisonner les agresseurs, l'un d'eux lui aurait dit : «Si vous saviez ce qu'il a fait... !» Quand les hommes de la Protection civile sont arrivés, la victime gisait dans son sang. Evacué aux UMC de l'hôpital non loin du lieu du drame, B. K. Mohamed a rendu l'âme quelques instants après.

Selon les informations que nous avons pu recueillir sur place, les deux agresseurs sont frères et le défunt n'est autre que leur cousin, tous les trois issus de la fraction des Ouled Belgacem, dans la commune d'Aïn Soltane, à 7 km à l'est de Khemis Miliana. On indique, par ailleurs, que le différend qui opposait les agresseurs à leur victime porte sur une parcelle de terrain.

Aux dernières nouvelles, les deux présumés coupables de ce crime ont été arrêtés et placés en garde à vue.

Karim O.

OUM EL BOUAGHI

Soixante-dix cas d'intoxication enregistrés

Selon des sources concordantes, la DSP d'Oum El-Bouaghi a enregistré plus de 70 cas d'intoxication alimentaire. À Aïn M'lila, on déclare 3 cas causés par la consommation de pastèque, à Aïn Beïda 4 cas ont été signalés. Le plus grand nombre de ces intoxicés a été enregistré dans la commune de Aïn Babouche où pas moins de 64 personnes ont reçu les premiers soins à l'hôpital du chef-lieu de wilaya. La majorité a quitté les structures hospitalières, cependant 3 personnes auraient été gardées en observation. En outre, 3 cas de brucellose sont déclarés au niveau du chef-lieu de wilaya ainsi que 3 cas de tuberculose pulmonaire à Aïn Beïda. Pour l'hépatite C, un cas est enregistré dans la commune de Sigus, ajoutent les mêmes sources.

Malgré les campagnes intenses lancées par les services sanitaires, les citoyens continuent à faire fi des mesures d'hygiène en cette période caniculaire.

Moussa Chtatha